

AUSTRALIE

La secrétaire générale d'Amnesty International Irene Khan rencontre le ministre Philip Ruddock

Index AI : ASA 12/005/02

Sydney – Dans le cadre d'un entretien avec le ministre australien de l'Immigration et des Affaires multiculturelles et indigènes, Philip Ruddock, la secrétaire générale d'Amnesty International, Irene Khan, a abordé la question de la détention systématique des demandeurs d'asile, de la « *solution Pacifique* » et des retours en Afghanistan.

Irene Khan s'est réjouie du dialogue en cours et de l'assurance donnée par le ministre qu'il prenait très au sérieux les interventions d'Amnesty International.

La secrétaire générale de l'organisation a exhorté le ministre à revoir la politique menée à l'égard des personnes arrivant en Australie sans autorisation – qui sont placées systématiquement en détention – afin de la rendre conforme aux normes internationales relatives aux droits humains. Elle a déclaré que les mesures de détention devaient être l'exception et non la règle, et que toute personne privée de sa liberté devait pouvoir contester le bien-fondé de sa détention auprès d'une autorité indépendante.

« Le gouvernement doit accorder une importance prioritaire à la recherche d'autres méthodes que la détention, en particulier pour les demandeurs d'asile vulnérables, les familles avec enfants, a souligné Irene Khan. Bien que le ministre ait assuré que ces placements en détention n'étaient pas des mesures punitives, nous demeurons préoccupés par leurs conséquences psychologiques et physiques, notamment sur les enfants. »

La secrétaire générale d'Amnesty International a déploré la longueur des périodes de détention, notamment à la lumière des informations fournies par le ministre, qui a indiqué que les procédures de contrôle de sécurité pouvaient être plus

longues que prévu en raison de l'insuffisance des ressources disponibles.

En ce qui concerne la « *solution Pacifique* » du gouvernement australien, le ministre a admis que son pays était responsable du bien-être des demandeurs d'asile accueillis sur les îles de Nauru et de Manus, mais il s'est montré peu disposé à préciser de quelle manière l'Australie entendait régler leur cas.

« Après six mois de détention sur les îles de Nauru et de Manus, les demandeurs d'asile éprouvent forcément une vive inquiétude quant à leur avenir. Tout doit être fait pour éviter de susciter de nouveau un sentiment de frustration pouvant déboucher sur des troubles tels que ceux qui ont eu lieu à Woomera », a déclaré Irene Khan.

La secrétaire générale d'Amnesty International a également demandé au ministre de permettre à des observateurs indépendants de s'assurer de la situation des demandeurs d'asile, et d'autoriser des avocats, des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) et des journalistes à entrer en contact avec eux.

La possibilité de visiter les centres de détention de Woomera et de l'île de Manus a également été évoquée, et le ministre a promis d'examiner favorablement la demande formulée en ce sens par Amnesty International.

Pour ce qui est des demandeurs d'asile afghans réfugiés en Australie et dans le reste du Pacifique, Irene Khan a souligné que la situation devait considérablement évoluer en Afghanistan avant que leur rapatriement ne puisse être envisagé. Le ministre a assuré à la secrétaire générale d'Amnesty International que tous les rapatriements seraient librement consentis, et que le traitement des dossiers en cours d'examen allait se poursuivre. Il a accueilli avec satisfaction les informations de l'organisation sur la situation des droits humains en Afghanistan.

La secrétaire générale a également relayé les préoccupations de groupes

indigènes rencontrés la veille, qui avaient déploré en particulier que le ministre ne puisse accorder aux questions indigènes l'attention requise, parce qu'il était accaparé par ses autres portefeuilles. ●

Pour en savoir plus, veuillez contacter Damien Spry au (02) 9217 7640 ou au 0413 028 191 (pour les médias australiens), ou Maya Catsanis au 0419 800 928 (pour les médias internationaux).

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>